

2 Politique

Au terme des législatives/PDG/1er arrondissement de la commune de Koula-Moutou Blaise Louembe au contact de ses électeurs



Blaise Louembe à son arrivée au quartier Libongui...



... Ici lors de son intervention au quartier Dakar.



Les populations venues à la rencontre de leur élu.

J.K.M

Libreville/Gabon

Dans la droite ligne des directives du secrétariat exécutif du Parti démocratique gabonais (PDG), il a communiqué, le week-end écoulé, avec les populations de sa circonscription électorale.

UN peu plus d'un mois après son élection comme député du 1er arrondissement de la commune de

Koula-Moutou avec un score de 74, 97% des voix, Blaise Louembe est allé, le week-end dernier, au contact de ses électeurs, pour les remercier de lui avoir accordé massivement leurs suffrages le 6 octobre dernier. Ce, conformément aux directives du secrétariat exécutif du Parti démocratique gabonais (PDG) ayant institué un "week-end politique" la semaine écoulée. Une rencontre de "remerciements à mi-par-

cours", en attendant la confirmation officielle des résultats par la Cour constitutionnelle. De fait, accompagné de son suppléant, Hilaire Matsotsa, il s'est rendu dans les quinze quartiers composant sa circonscription électorale. De Libongui à Mikoumou, en passant par Bakele 1&2, Moukouagna, Dakar, Bataillon, Mayang, etc., l'heure était aux retrouvailles. L'ambiance, particulièrement au ren-

dez-vous, rappelait les grands moments de la dernière campagne électorale. Occasion pour Blaise Louembe de décliner les grandes lignes de son action : proximité avec les populations tout en essayant de trouver, avec les élus locaux, des solutions à leurs difficultés. D'autant que, a-t-il relevé, bien que la mission première d'un député consiste à voter des lois et à contrôler l'action du gouvernement, il se doit,

quelque part, de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des siens. Sur un tout autre plan, Blaise Louembe a appelé les populations à continuer à vivre en parfaite harmonie, en préservant la cohésion et l'unité qui ont toujours prévalu dans le chef-lieu de la province de l'Ogooué-Lolo. Parce que, a-t-il laissé entendre, il faut tourner la page de la dernière campagne électorale. Pour écrire une autre,

toute neuve, axée sur "l'accélération de la transformation de notre pays". Au terme de sa tournée, l'élu du 1er arrondissement de Koula-Moutou s'est entretenu avec les responsables des confessions religieuses et les représentants des communautés étrangères vivant sur les bords de la Bouenguidi, les exhortant "à cultiver toujours la fraternité et l'amitié avec leurs frères".

Prévention des conflits dans la sous-région d'Afrique centrale

Le rapport sur les capacités de prévention amélioré

LLIM

Libreville/Gabon

AU terme de leur rencontre qui aura duré trois jours (du 7 au 9 novembre), dans un hôtel de la place, les experts du Bureau des Nations unies pour l'Afrique (OSAA), ceux de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) ont entériné les travaux qui les ont réunis autour du thème : "Renforcement des capacités de prévention des conflits sous-régionaux en Afrique".

Les thématiques abordées à cette occasion sont les suivantes : *Tendances des conflits en Afrique et implications pour le travail des organisations sous-régionales dans la prévention des conflits. Opérationnaliser la prévention des conflits aux niveaux sous-régionaux : suc-*



Photo : F.M. Mombou / L'Union

Les experts au terme de la rencontre sur le "renforcement des capacités de prévention des conflits sous-régionaux en Afrique".

cès, défis et lacunes. Priorités stratégiques pour le renforcement des capacités des communautés économiques régionales (CER) en matière de prévention des conflits. Approches inclusives et collaboratives pour la prévention des conflits. Soutien des Commu-

nautés économiques régionales (CER) à leurs Etats membres dans la promotion d'une culture régionale de prévention, etc.

Il ressort de ces différents échanges que plusieurs améliorations ont été apportées au rapport sur les capacités

de prévention des conflits des CER.

A cet effet, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique centrale, par ailleurs chef du Bureau régional de l'UNOCA, François Louncény Fall a, dans son discours de

clôture, félicité les experts pour la validation de ce rapport. "Permettez-moi de vous féliciter tous pour le travail abattu, notamment le rapport sur les capacités de prévention des conflits des CER que vous avez validé après un examen minutieux lors duquel de

nouvelles idées ont été émises, pour enrichir le document et en faire une référence pour nos futures activités, ainsi que la recherche académique sur la prévention des conflits", a-t-il dit.

Et de poursuivre : "La prévention des conflits ne doit pas être la chasse gardée ni le monopole de personne".

Bien avant, M. Loucény Fall a expliqué que les conclusions de cette rencontre renforcent sa conviction selon laquelle, "investir dans le développement, y compris l'éducation, c'est prévenir les conflits ; et prévenir les conflits, c'est créer les conditions du développement durable".

Tout comme, il a réitéré la disponibilité des Nations unies à l'accompagnement des CER dans leurs efforts de prévention des conflits, et également dans la mise en œuvre des conclusions de la présente réunion.

Etat de santé du chef de l'Etat/Conférence de presse du Bloc démocratique populaire (BDP)

Paskhal Nkoulou exhorte les populations à cultiver les "vraies valeurs"

Cadette ONDO EYI

Libreville/Gabon

LE président du Bloc démocratique populaire (BDP), Paskhal Nkoulou, a animé une conférence de presse le week-end écoulé au quartier Sibang-Clandou-PK9, dans le sixième arrondissement de Libreville. Parmi les sujets évoqués, ce qu'il a appelé l'ensemble

des "interrogations légitimes" suite à la situation en rapport avec l'état de santé du président de la République, Ali Bongo Ondimba. A ce sujet, l'orateur a invité l'assistance à se fier exclusivement à la loi. Estimant que, quelles que soient les situations, les populations sont au fait des dispositions légales qui existent en la matière. Le président du BDP a donc exhorté les uns et les autres à "prendre en consi-

dération les déclarations officielles, au risque de verser dans des commentaires oiseux et des fake news qui fusent actuellement dans tous les sens". Et de poursuivre : "Depuis à peu près 10 jours, chacun y va de son bon vouloir au sujet de l'état de santé du chef de l'Etat, omettant volontairement le cadre légal. Nous leur avons donc dit de s'en tenir à l'information donnée à deux niveaux importants, d'une part par le royaume d'Ara-

bie Saoudite, qui a annoncé de manière solennelle que le président de la République avait fait l'objet d'une hospitalisation suite à une fatigue. Le deuxième niveau d'information est le porte-parole de la présidence de la République gabonaise. Ensuite, récemment, il y a eu le post de la première dame. Autant d'informations qui laissent savoir que le numéro un gabonais a besoin de repos"...



Photo : COE

Le président du Bloc démocratique populaire (BDP), Paskhal Nkoulou (veste noire) au cours de la conférence de presse.